

IC NOTICE N°052-2020/PNUD-BF

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL INTERNATIONAL EN APPUI A L'ELABORATION DE LA STRATEGIE
NATIONALE DE LA COHESION SOCIALE DU BURKINA FASO 2021-2025**

Date : 13 octobre 2020

Pays : Burkina Faso
Nom du Projet : COSED
Durée de réalisation : 45 jours calendaires

Lieu d'affectation : Ouagadougou

Votre soumission devra être déposée à l'adresse suivante :
Par email : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : **Vendredi 23 octobre 2020 10 heures 00 GMT**

Les propositions, adressées à l'Operations Manager, doivent être envoyées à l'adresse ci-dessus indiquée, avec la mention « **recrutement d'un consultant individuel international en appui à l'élaboration de la stratégie nationale de la cohésion sociale du Burkina Faso 2021-2025** ».

La proposition technique devra comprendre : **Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des TDRs, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références avec les adresses Emails.**

La proposition financière devra être élaboré suivant le format fourni en annexe.
Les propositions technique et financière doivent être soumises dans des documents séparés.

Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l'adresse suivante :
procurement.burkina@undp.org

Contexte et justification

L'histoire politique du Burkina Faso indépendant ne s'apparente pas à un fleuve tranquille à l'analyse des successions plus ou moins brutales de régimes ayant présidé aux destinées du pays. Mais avec l'adoption de la Constitution du 02 juin 1991, le Burkina Faso renouait avec le multipartisme intégral et la démocratie électorale. Depuis, le système politique burkinabè a connu des avancées importantes dans plusieurs chantiers de la construction démocratique, tels que l'ancrage des institutions, la conquête des libertés publiques, l'organisation régulière des élections, en somme des avancées notables en matière de gouvernance démocratique et économique. Ceci dit, à l'instar de toute démocratie en construction, la démocratie burkinabè demeure fragile et sujette à tout aléa. C'est ainsi que le pays a connu une de ses plus graves crises suite à des revendications pour la consolidation de la démocratie et pour une alternance effective en 2015, une insurrection populaire des 30 et 31 Octobre 2014.

A l'issue de cette insurrection, une charte de la transition a été adoptée par les forces vives de la nation en vue de régir une transition d'une durée d'un an et ce dans la perspective d'un retour à un ordre constitutionnel normal. Ainsi conformément aux dispositions de ladite charte, les élections couplées présidentielles/ législatives et municipales prévues pour se tenir respectivement en octobre 2015 et janvier 2016. ont connu un coup d'arrêt suite à un coup d'état militaire intervenu le 16 septembre 2016. Suite à l'échec du Putsch les élections couplées

h

Her Dg

présidentielles et législatives se tiendront finalement le 29 novembre 2016 et le scrutin municipal le 22 mai 2016 ramenant le pays à une vie constitutionnelle normale.

On observe donc que l'évolution récente de la situation politique du pays a créé des tensions et une crise latente entre les différents acteurs politiques comme la non-participation des ténors du pouvoir déchus aux élections de 2015, la fracture aux seins de l'armée avec le putsch de septembre 2015, les suites du procès du putsch ; les exilés suites à l'insurrection...fragilisant le vivre ensemble

A ce contexte politique il faut ajouter la crise sécuritaire et communautaire à laquelle le pays fait face depuis 2015. En effet, longtemps épargné par les groupes armés actifs au Sahel, le pays est confronté à une vague de violence sans précédent depuis octobre 2015 et fait face à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières ayant pour épicrocentre de départ la partie sahélienne du pays. Mais depuis lors, les attaques ont atteint l'est, le centre-nord, le nord, et l'ouest du pays. Ces attaques de groupes armés ont eu pour conséquences l'exacerbation des conflits intercommunautaires récurrents qui fragilisent la cohésion sociale. La situation sécuritaire délétère que connaît le pays est caractérisée par des enlèvements, des assassinats et des menaces de mort de leaders d'opinion, la fermeture de nombreux services publics (écoles, centre de santé, etc.), un déplacement interne massif de populations des zones affectées vers des centres urbains et un accroissement des tensions communautaires. Également l'administration publique défaillante dans ces endroits a fait le lit des jihadistes. Cette situation a également aggravé la situation humanitaire qui prévaut dans le pays. Selon le rapport du 8 septembre 2020 de OCHA « la situation humanitaire au Burkina Faso continue d'être préoccupante, dans un contexte marqué par la lutte contre la COVID-19. Les inondations et vents violents recensés au Burkina Faso depuis le mois d'Avril n'ont fait qu'empirer la situation humanitaire en détruisant près de 12 400 ménages causant la mort de 41 personnes et laissant 106 228 autres sinistrés. On compte globalement 2,9 millions de personnes qui sont dans le besoin d'une assistance humanitaire. Avec une situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader, le nombre de Personnes Déplacées Internes a encore augmenté de 2,11% passant à 1 034 609 au 8 Septembre.

Toutes ces situations ont exacerbé l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations et affecté leur vivre-ensemble en accentuant la suspicion et la méfiance. Prenant la mesure de la situation et pour afficher une volonté politique manifeste d'affronter le problème, le Gouvernement burkinabè, à la faveur de la composition du nouveau Gouvernement le 24 janvier 2019, a augmenté les attributions du Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation (MATD) en matière de cohésion sociale, nommé un ministre délégué chargé de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale.

La traduction administrative de cette décision politique s'est matérialisée par la création de la Direction Générale de la Promotion de la Cohésion Sociale (DGPCS) dans l'organigramme du MATDC suivant le décret N°2019-0317/PRES/PM/MATDC du 18 avril 2019 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale. Aussi, l'élaboration d'un document de stratégie par le MATDC chargé de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de cohésion sociale en veillant à la cohérence des différentes approches, intégrant tous acteurs, est d'une importance capitale.

C'est dans cette perspective que Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDC) a décidé d'élaborer une Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale (SNCS) pour la période 2021-2025 en vue de prendre en compte tous les aspects du contexte national influant sur la cohésion sociale dans le pays, ainsi que de définir et mettre en œuvre, en collaboration avec les parties prenantes, des actions visant à aborder les et causes sous-jacentes et facteurs de division et de renforcer les facteurs de cohésion.

Dans cette dynamique il tend la main à tous les partenaires techniques et financiers afin d'assurer le financement de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie.

R

AU DGT

L'ambition est de mettre en place un référentiel national, cohérent et fédérateur autour duquel l'État, les partenaires techniques et financiers et la société civile définissent ensemble les objectifs, les indicateurs et les résultats à atteindre en matière de promotion de la cohésion sociale ainsi que les moyens de financement et les autres ressources à mettre en œuvre à cet effet.

Deux (02) étapes marqueront cette ambition de mutation d'approche institutionnelle et de financement du secteur à savoir:

- l'élaboration du document de la Stratégie Nationale de Cohésion Sociale (SNCS) 2021-2025 et de son plan d'actions et ;
- la préparation et la tenue de la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement du plan d'actions.
- Associé à ce processus, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) lance par les présents termes de référence le recrutement d'un consultant international en appui à l'élaboration de la Stratégie Nationale de Cohésion Sociale du Burkina Faso.

Objectif général

L'objectif général de la mission est d'élaborer la stratégie nationale de la cohésion sociale assortie d'un plan d'action.

Les principaux livrables

- Les livrables à produire par le consultant sont :
- Une note compilant au moins 02 exemples de techniques d'élaboration de Stratégie Nationale de Cohésion Sociale (SNCS) et 03 bonnes pratiques en matière de stratégie nationale de cohésion sociale ;
- Une note technique sur les approches d'intégration (au moins 02) de la dimension genre et sensible aux conflits dans l'approche d'élaboration de la stratégie nationale ;
- Une note sur la revue des outils de collecte de données et la recherche documentaire partagée avec Comité national ;
- Une note sur les contributions apportée aux ateliers d'élaboration et de validation du rapport de diagnostic ;
- Une note technique sur l'intégration de la dimension humanitaire, développement et paix (HDP) ;
- Une note technique succincte proposant au moins trois (03) pistes de financement innovants et porteurs de la stratégie nationale disponible.
- Une note de plaidoyer pour les autorités nationales pour la mise en œuvre de la stratégie
- Un rapport final compilant les observations et suggestions apportées au travail du comité national et à la stratégie nationale et son plan d'actions y inclus des recommandations.

Qualification/Profil :

Qualification académique :

Être titulaire d'un BAC+5 ou d'un Doctorat en sciences sociales (Prévention et gestion des conflits, droits de l'homme, sciences politiques).

Expérience professionnelle :

- Expérience avérée de missions similaires et expérience pratique d'au moins 10 ans en matière de Prévention et de gestion de conflits et de promotion de la cohésion sociale.
- Expérience approfondie dans l'élaboration de stratégies nationales notamment de cohésion sociale.
- Expérience dans l'application de l'approche sensible au conflit

- Expertise et expérience dans l'application de l'approche sensible au genre
- Bonne connaissance du contexte politique du Burkina Faso et de la région sahélienne

Compétences et aptitudes :

- Une excellente communication écrite
- Compétence de présentation des concepts de manière claire et concise ;
- Capable de travailler sous pression ;
- Faire preuve de neutralité dans les analyses ;
- Compétences en andragogie
- Démontrer une ouverture d'esprit au changement et à gérer les situations complexes ;
- Respect des délais prescrits

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques et la comparaison des propositions financières.

a. Les propositions techniques

Elles sont évaluées sur des critères suivants, conformément aux détails fournis dans les termes de référence.

- Qualification et expérience dans le domaine
- Plan de travail
- Méthodologie proposée et approche

b. Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts.

Les offres financières seront comparées et une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière} = \left[\frac{\text{Offre financière la moins disante}}{\text{Offre financière de A}} \right] \times 30$$

NB : Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d'au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes. Cette note technique sera pondérée à 70% et la note financière pondérée à 30%.

Durée du contrat

La durée totale de la consultation est de quarante-cinq (45) jours calendaires.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Léon Badibanga
Operations Manager



Signature :



Date :

13/10/2020

Aeg
DS



Annexe 1 : Termes de Référence (Document séparé)

Annexe 2

CADRE DE LA PROPOSITION FINANCIERE

Objet : RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL INTERNATIONAL EN APPUI A L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LA COHESION SOCIALE DU BURKINA FASO 2021-2025

N°	DESIGNATION	UNITE	Q-TE	PRIX UNIT.	PRIX TOTAL
3	HONORAIRES				
3.1	Honoraires Consultant				
4	LOGISTIQUE ET FRAIS DIVERS				
4.1	Redaction, reproduction de rapports				
4.2				
	Sous-Total B				
Montant Total HT/HD					
Montant TVA (18%)					
Montant Total TTC					